



## Déclaration de Yokohama pour un monde sans nucléaire

Le séisme et le tsunami du 11 mars 2011, ainsi que l'accident qu'ils ont entraîné à la centrale nucléaire de Fukushima Daichii, ont causé d'énormes souffrances au peuple japonais et augmenté le niveau de la pollution radioactive dans le monde. Ces événements ont aussi servi de signal d'alarme au monde entier sur les risques sanitaires, environnementaux et économiques que pose l'énergie nucléaire dans le long terme.

A l'instar des accidents de Three Mile Island et de Tchernobyl, celui de Fukushima nous a rappelé, encore une fois, que la technologie nucléaire est impitoyable et que les accidents ne peuvent être maîtrisés. La situation au niveau de la centrale nucléaire n'est pas maîtrisée comme l'a déclaré le gouvernement japonais ; au contraire, elle est toujours instable et les employés continuent de travailler au péril de leur vie.

La pollution radioactive continue de s'étendre, créant une situation d'urgence régionale et mondiale. Les populations sont obligées de fuir avec leurs enfants, ou de vivre avec les risques sanitaires inacceptables et être exposées de manière prolongée aux radiations. Dans la préfecture de Fukushima, des éléments radioactifs ont été retrouvés dans du lait maternel et des urines d'enfants. Les vies sont menacées y compris celles des générations futures. L'économie de la région a été anéantie.

Chaque pas effectué dans le cycle du combustible nucléaire crée un Hibakusha - selon l'expression qui faisait initialement référence aux survivants des bombes de Hiroshima et de Nagasaki, mais qui désigne aujourd'hui toutes les victimes de l'exposition radioactive. L'exploitation de l'uranium, les essais d'armes nucléaires, les accidents survenus dans les centrales d'énergie nucléaire, le stockage et le transport des déchets nucléaires ont tous créé des Hibakushas.

L'expérience de ces Hibakushas à travers le monde est marquée par le secret, la honte et le silence. En plus d'être inadaptés, le droit à l'information, les bulletins de santé, les soins médicaux et l'indemnisation leur ont été refusés, pour des « raisons d'Etat », ou à cause de leur coût. Cette impunité ne se limite pas au Japon, mais constitue un problème profondément ancré dans toute l'industrie nucléaire à cause de la relation malsaine qui existe entre les gouvernements et l'industrie nucléaire.

Aujourd'hui, nous nous trouvons à la croisée des chemins. Nous avons la possibilité de briser la chaîne du combustible nucléaire et de nous diriger vers des sources d'énergies efficaces, renouvelables et durables qui ne constituent une menace ni pour la santé ni pour l'environnement. Il est de notre responsabilité de prendre cette voie, au nom des générations futures. La sortie du nucléaire va de pair avec l'éradication des armes nucléaires et contribuera à la paix durable dans le monde.

L'élan mondial de solidarité envers les populations de Fukushima et l'état d'esprit des participants à la *Conférence mondiale pour un monde sans nucléaire* prouvent que le renforcement des liens entre les peuples sera véritablement le fondement de notre avenir.

Nous lançons un appel pour :

1. La protection des droits des victimes de l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima, notamment leur droit à l'évacuation, aux soins médicaux, à la décontamination, à l'indemnisation ainsi que leur droit de bénéficier du même niveau de vie qu'avant le 11 mars 2011.

2. La transparence complète, la prise de responsabilité du gouvernement japonais et de la *Tokyo Electric Power Company* (TEPCO), ainsi que la création d'un organe indépendant pour informer le public et mettre ainsi un terme à une pratique de dissimulation de l'information et de diffusion d'informations contradictoires au public.
3. La poursuite de la collecte d'informations et d'évaluation du niveau de contamination des personnes, des aliments, de l'eau, du sol et de l'air, afin de déterminer les mesures urgentes et indispensables à prendre en vue de réduire l'exposition des populations à la radioactivité. La collecte des informations sera nécessaire pour plusieurs générations et les initiatives des agences intergouvernementales ainsi que le soutien de la communauté internationale devront être sollicités. Les entreprises qui ont profité de l'industrie nucléaire doivent supporter leur part des frais.
4. Une feuille de route mondiale en vue de la sortie progressive de la chaîne du combustible nucléaire – de l'exploitation de l'uranium aux déchets- et du démantèlement de toutes les centrales d'énergie nucléaire. Le « mythe de la sécurité » a été détruit. La technologie nucléaire n'a jamais été sûre et n'a jamais su se passer des énormes subventions des gouvernements. L'énergie renouvelable est sûre et prête à être déployée dans un cadre décentralisé et local, pour peu que des politiques visant à les promouvoir soient mises en œuvre pour soutenir les économies locales, comme les Tarifs de Rachat.
5. La fermeture définitive des centrales d'énergie nucléaire japonaises dont l'activité a été suspendue. Le Japon peut couvrir ses besoins énergétiques en appliquant des politiques comme la loi sur les Tarifs de Rachat qui a été adoptée et la séparation nette entre les chaînes de distribution et de production d'énergie.
6. L'interdiction de l'exportation des centrales d'énergie nucléaire et de leurs composantes particulièrement dans les pays émergents d'Asie, du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Europe.
7. Le soutien aux autorités locales et municipales qui jouent un rôle important dans la création d'une société non dépendante de l'énergie nucléaire. Nous encourageons la solidarité entre les responsables municipaux et locaux, les parlementaires régionaux et la société civile en vue de promouvoir des communautés fortes, la décentralisation, des approches ascendantes et la fin de la discrimination économique, raciale et de genre ;
8. L'organisation d'actions, de manifestations, de séminaires, et d'évènements médiatiques à travers le monde en date du 11 mars 2012, afin de protester contre le traitement infligé aux habitants de Fukushima et lancer un appel pour un monde sans nucléaire.

Forts des principes énoncés ci-dessus, les participants à la Conférence mondiale ont lancé un « Océan de mesures pour un monde sans énergie nucléaire », comprenant des objectifs concrets. Ces nombreuses recommandations seront soumises, comme il se doit, au gouvernement japonais, aux gouvernements des autres nations, à la *Conférence des Nations Unies sur le développement durable* (Rio+ 20), etc.

10.000 personnes ont participé à la *Conférence mondiale pour un monde sans énergie nucléaire* qui s'est tenue à Yokohama et 30.000 autres l'ont suivie en ligne. Nous, participants, sommes déterminés à créer un réseau international pour soutenir Fukushima, promouvoir la coopération entre les victimes de la radioactivité, à travers le *Réseau mondial des Hibakushas*, la création d'un *Mouvement pour la déclaration pour une Asie orientale sans énergie nucléaire*, et un *Réseau des maires et responsables municipaux locaux*.

Le 15 janvier 2012

Déclaration faite lors de la Conférence mondiale pour un monde sans énergie nucléaire.

Yokohama, Japon

Cette déclaration a été rédigée par le comité d'organisation de la *Conférence mondiale pour un monde sans énergie nucléaire* et a bénéficié du soutien de participants du monde entier.